

● Présentation du site

Site inscrit du château de Sautret (49)

1. Présentation des sites classés et inscrits

Mis en place par la loi du 2 mai 1930, les sites inscrits et les sites classés sont des zonages réglementaires comprenant « des monuments naturels et des sites dont la conservation ou la préservation présente, au point de vue artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, un intérêt général. » (Article L341-1 du Code de l'environnement).

L'inscription d'un site constitue un premier niveau de protection. Les sites inscrits sont sélectionnés en reconnaissance de leur(s) attrait(s) particulier(s), faisant l'objet d'un suivi de la part des autorités administratives compétentes.

Ce sont les services déconcentrés de l'État qui assurent les missions se rapportant aux sites inscrits et aux sites classés (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement et Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine).

2. Présentation du site

Référence du site : 49 SI 46

Date de création du site : arrêté ministériel du 20/02/1974

Autre protection : le moulin à eau et l'habitation (façades et toitures), comprenant également les installations et la chaussée sont inscrits sur la liste complémentaire des monuments historiques, par arrêté du 19/09/2002.

Surface : 11,10 ha

Descriptif du site : le château de Sautret, bâti sur un escarpement rocheux en lieu et place d'une ancienne forteresse défensive du 12^{ème} siècle, domine la vallée de la Mayenne à son embranchement avec le ruisseau de la Suine. Le domaine de Sautret est entouré de douves sèches, surmontées d'un pont, formalisées par un mur de clôture et de soutènement. A l'intérieur, le château s'accompagne notamment d'une ancienne ferme (n'appartenant plus à la même propriété), d'un moulin et de l'habitation de meunier bordant un plan d'eau au sud¹. Enfin, les parties jardinées, correspondant autrefois au potager et à l'ancienne orangerie, ont été remplacés par un verger et enherbées, ne laissant que le bassin en eau¹.

Le domaine est aujourd'hui divisé en deux parties par la route départementale 191. L'environnement du site se caractérise par une trame végétale très présente, formant un écrin tout autour de ce site historique. Il est complété par de nombreuses prairies et cultures, s'étendant depuis Sautret vers les hameaux des Bigottières, de la Perrière et du Bordeaux.

¹ Les différentes informations ayant contribué à la rédaction de cette fiche sont extraites de la fiche d'inventaire réalisée par le Conseil général du Maine et Loire dans le cadre de l'étude et la valorisation des parcs et jardins de l'Anjou. Pour plus d'information, il est conseillé de se rapprocher de la structure ressource (diffusion réservée avec l'accord du propriétaire).

Identité des différents paysages boisés :

- la ripisylve parfois élargie en une bande boisée, aux abords du ruisseau et du plan d'eau, est principalement constituée de frênes, d'aulnes
- les boisements feuillus en mélange sur la première frange boisée au nord du site : ils se prolongent en une coulée verte, vers « le Port Albert » à l'est,
- les boisements résineux formant deux îlots, respectivement situés à l'ouest du domaine et dans la partie arrière de la masse boisée au nord.

Les points remarquables du site :

- le patrimoine historique et le cadre environnemental préservé,

Les enjeux pour les milieux boisés :

- mettre en place ou poursuivre la gestion durable des boisements afin d'assurer le maintien du couvert végétal sur l'ensemble du site.



Recommandations de gestion

Le site inscrit et la réglementation forestière

1. Conséquences de ce zonage réglementaire

Dans un site classé, la conservation est le principal mot d'ordre. Des modifications exceptionnelles peuvent être autorisées si les travaux sont compatibles avec «l'esprit des lieux», c'est à dire que les travaux ne doivent pas mettre en péril les structures paysagères singulières qui ont justifié son classement. En conséquence, tous les travaux de coupes et abattages d'arbres, de même que les travaux d'aménagements sont soumis à autorisation (Code de l'environnement). Avant toute autre démarche, il est recommandé de se rapprocher des administrations compétentes : DREAL et/ou STAP (voir ci-dessous), qui indiquent comment constituer un dossier de demande d'autorisation. Selon la nature et l'ampleur des travaux, l'autorisation est délivrée soit par le Préfet de département soit par le Ministre en charge des sites, après avis des autorités compétentes pour le site. Le délai que peut prendre cette démarche administrative peut aller jusqu'à un an. De façon générale, il est conseillé au propriétaire forestier d'entamer une réflexion très en amont des actions à entreprendre sur le site. Une notification est envoyée en réponse à la demande effectuée.

2. La demande d'agrément au titre de l'article L 122-7 du Code forestier

Pour simplifier les démarches administratives en lien avec ce type de zonage réglementaire, il est possible pour les propriétaires forestiers qui déposent un plan simple de gestion, de faire une demande d'agrément de leur document de gestion au titre de l'article L122-7 du Code forestier. L'obtention de cet agrément dispense les propriétaires forestiers de toute démarche de déclaration préalable pour les opérations programmées dans ce document de gestion durable. A noter : le CRPF prend en charge le traitement du dossier.

Consulter le site internet du CRPF : <http://crpf-paysdelaloire.fr> pour en savoir plus sur les documents de gestion durable.

3. Recommandations de gestion

Les interventions sylvicoles impriment plus ou moins leur marque dans le paysage. Elles font coexister au fil du temps des milieux boisés fermés et des milieux ouverts au rythme de la croissance des arbres. En sites classés et inscrits, la gestion sylvicole courante peut parfois s'opposer aux exigences de maintien des paysages identitaires d'un patrimoine remarquable. Ainsi, les travaux les plus impactants dans un paysage sont sans conteste les coupes rases ainsi que les plantations. Le contact préalable avec le service concerné n'en est que d'autant plus utile.

Un mode de sylviculture plus «douce» peut aussi répondre aux objectifs paysagers souhaités : il s'agit du «traitement irrégulier». D'un point de vue paysager, il permet le maintien d'un couvert forestier continu dans le temps et dans l'espace, donne aux masses boisées un aspect uniforme dans leur ensemble et à la fois hétérogène de par la présence d'arbres d'âges (et donc de hauteurs) différents. Il élimine d'emblée le problème de l'effet géométrique non désiré des lignes de plantations (en forêt de pente par exemple) ou encore l'effet « vide » des coupes rases. Ce mode de gestion sera recommandé, lorsque les conditions le permettent.

4. Contacts

Monsieur David COUZIN – Inspecteur des sites en Maine et Loire

DREAL Pays de la Loire

5 rue Françoise Giroud CS 16326 44263 NANTES cedex 2

Tél. : 02.72.74.73.00 (secrétariat) / Fax : 02.72.74.73.09

Internet : <http://www.pays-de-la-loire.developpement-durable.gouv.fr>



STAP du Maine-et-Loire

Hôtel de Maquillé- 10 bis rue du Canal
49100 ANGERS

Tél. 02.41.23.10.90 / Fax 02.41.23.10.99

Internet : <http://www.culturecommunication.gouv.fr/Regions/Drac-Pays-de-la-Loire/Batiments-de-France/STAP-du-Maine-et-Loire>

CRPF Antenne du Maine-et-Loire

3 ZA Treillebois

49610 SAINT-MELAIN-SUR-AUBANCE

Tél. 02.41.45.92.41 - Fax 02.41.45.92.32

Internet : <http://crpf-paysdelaloire.fr>